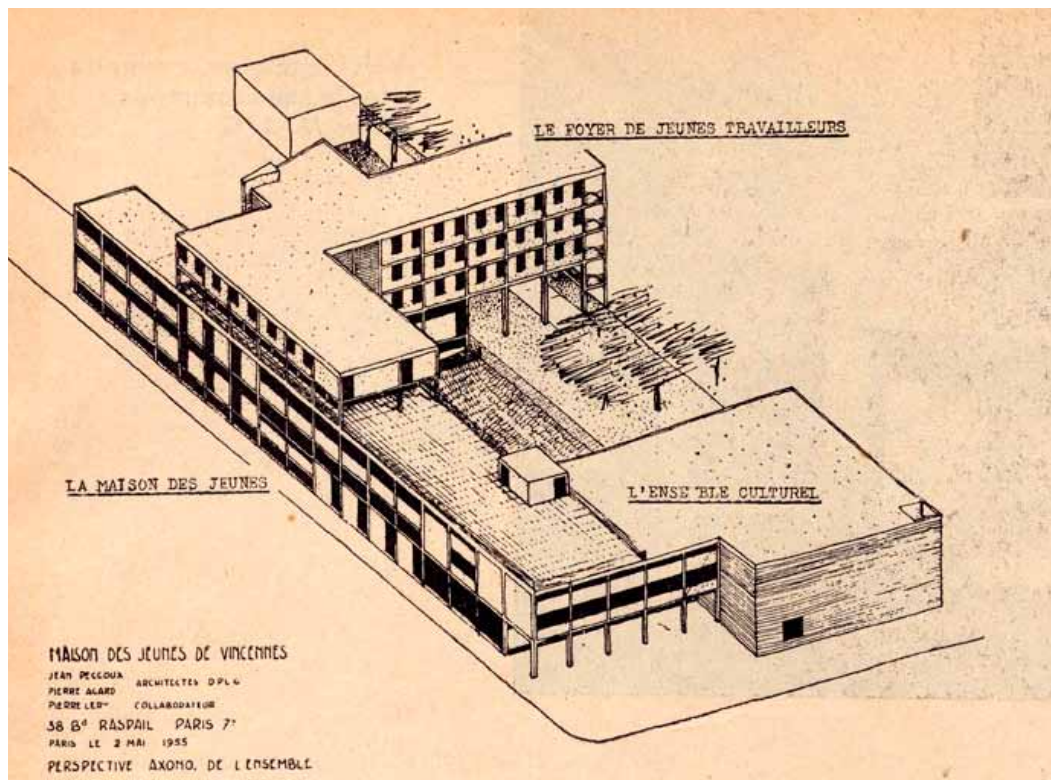


★ À LA UNE ★

*Des lieux pour l'éducation populaire :
 colloque les 3, 4 et 5 Décembre 2014*

Début décembre, associations, historiens, architectes, archivistes sont invités par le Pajep à se retrouver autour de l'histoire des lieux d'éducation populaire, des années 1930 à nos jours. Présentation par Laurent Besse, maître de conférences en histoire à l'IUT de Tours et co-organisateur de ce colloque.



▲ Équipement intégrant une maison des jeunes, un foyer de jeunes travailleurs et un espace culturel à Vincennes, présenté dans la revue *Pas à Pas* éditée par la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture, en 1955.

L'éducation populaire évoque la liberté et le plein-air mais une grande partie de ses activités se déroulent entre les murs. Centres sociaux, maisons des jeunes et de la culture, auberges de jeunesse, foyers, colonies de vacances inscrivent l'éducation populaire dans le paysage et forment un patrimoine peu connu, même de ceux qui l'occupent et le font vivre. Un colloque organisé par

le Pajep propose de partir à sa découverte les 3, 4 et 5 décembre prochain à l'école d'architecture de Paris-Malaquais (6ème), au nouveau centre des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine (93) et enfin aux Archives départementales de Créteil (94).

Pendant ces trois jours, des historiens, des architectes et ceux qui font vivre l'éducation populaire débattront de cette histoire à partir d'exemples concrets, photographies, plans, maquettes, de témoignages et même de quelques visites. On se penchera ainsi sur les Maisons du Peuple afin de déterminer dans quelle mesure elles préfigurent ou non les équipements socioculturels d'après la Seconde guerre mondiale. On s'intéressera également aux innovations des années trente, celles de Jean Prouvé, de Charlotte Perriand ou encore de Le Corbusier qui étudièrent de près à la question des abris de loisirs. On découvrira également que les équipements socioculturels doivent une part des conceptions qui les sous-tendent aux réflexions sur les constructions mobiles légères destinées à la guerre. Mais on étudiera également la diversité régionale. Le cas alsacien est

particulièrement riche, à cause des influences allemandes bien entendu, mais également en raison des modèles qui s'opposent dans les années 1930 pour la construction des équipements de nature : le bistrot, le château ou la ferme ? Les années 1960-1970, grande période de construction d'équipements socioculturels, seront évoquées à propos de la planification. Le présent et même l'avenir de ces équipements ne seront pas oubliés avec les refuges péri-urbains qui forment peut-être l'avant-garde d'une nouvelle génération de constructions destinées à une éducation populaire qui cherche de nouvelles formes.

Autant de bonnes raisons de participer à ce colloque. Nous espérons vous retrouver nombreux.

**Programme et inscriptions
 à partir d'octobre 2014**

Sommaire du n°12 - Juillet 2014 :

- p.2 : Les MJC dans le Val-de-marne
- p.3 : Les archives de Jacqueline et Raoul Dubois
- p.4 : Transfert de fonds / Archives de Jean Naty-Boyer
- p.5 : Les archives des Clubs Unesco
- p.6 : Journée archives en Gironde
- p.7 : Archives des Francas des Landes / AG de l'Adajep
- p.8 : Infos pratiques / Agenda / Ouvrages

DU CÔTÉ DES ARCHIVES ...

Rencontre autour de l'histoire des MJC dans le Val-de-Marne

Fin janvier, une table ronde a été organisée sur l'histoire des Maisons de jeunes et de la culture (MJC) dans le Val-de-Marne, qui en a compté une quinzaine dans les années 1960-70. Un film et des témoignages ont permis d'évoquer leurs activités.



Chercheurs et archivistes, directeurs et animateurs de MJC mais aussi étudiants, ont assisté le 29 janvier 2014 à la Maison de l'Histoire et du Patrimoine à Champigny-sur-Marne¹ à une rencontre consacrée aux « Maisons de Jeunes et de la Culture dans le Val-de-Marne ». Celle-ci était organisée par l'association Itinéraires et histoire ouvrière en Val-de-Marne (Ihovam), en partenariat avec les Archives départementales et avec le soutien du Pajep dans le cadre de l'exposition « Pratiques culturelles en Val-de-Marne : du sport à l'art amateur ». Cette table-ronde a permis aux intervenants réunis autour de Claude Pennetier, président de l'Ihovam, d'évoquer l'histoire des MJC et leur ancrage dans le département.

La projection du film « Histoire des 3 messieurs », a introduit la rencontre. Gaëtan Sourice, archiviste du Fonjep - Pajep, a rappelé à cette occasion que de nombreux films produits par les mouvements d'éducation populaire étaient collectés, numérisés et valorisés sur le site internet des Archives départementales du Val-de-Marne. Laurent Besse², historien des MJC, a commenté ce film au ton très optimiste, réalisé par la Fédération française des MJC (FFMJC) en 1965 et financé en grande partie par l'État en pleine phase de croissance des MJC. Construction des équipements, organisation en association loi 1901, présence de directeurs professionnels indépendants rattachés à une fédération,

rapports complexes avec les municipalités mais aussi formation à la démocratie au sein des conseils d'administration ont ainsi été évoqués.

Jean-Jacques Mitterrand a ensuite pris la parole en tant qu'ancien chargé de mission cinéma de la Fédération française des MJC, et animateur de l'Union française du film pour l'enfance et la jeunesse (Uffej). Après avoir présenté son parcours personnel et son rôle à la MJC de Fresnes en mai 1968, il a décrit la politique globale qu'il a menée comme directeur de la MJC du Mont-Mesly à Créteil, dans les années 1970, avec la mise en place du festival « 94 coups de théâtre » et la création du cinéma La Lucarne. Il a également expliqué son engagement en faveur du cinéma pour enfants, rendu possible par la diversité des sources de financement et par l'organisation de collectifs de travail transversaux.

Louis Moreau, deuxième grand témoin, ancien délégué régional de la FFMJC, est revenu sur l'histoire de la fondation des MJC avant d'évoquer son action au sein de la fédération depuis 1962, comme chargé du secteur sud de Paris. La formation de bénévoles et l'élaboration de documents pour aider les MJC à remplir leur responsabilité d'employeurs ont fait partie de ses missions, ainsi que la mise en place de projets tels que le festival des arts de la rue, ou le développement du tourisme fluvial éducatif.

C'est Alain Roch, ancien directeur régional de la Fédération régionale des MJC (FRMJC) d'Ile-de-France, qui a clôturé la table ronde en relatant son expérience de directeur à la MJC d'Orly de 1977 à 1985, dans un contexte difficile qui l'a conduit à mettre en place des actions sociales et de prévention, puis à la MJC du Mont-Mesly à Créteil dans une optique plus culturelle. Il a ensuite dressé un état des lieux de la structuration des MJC dans le Val-de-Marne. Parmi celles ayant participé à la mise en place de

la Fédération départementale en 1968, celles de Saint-Maur-des-Fossés, Vincennes, Le Perreux, Bry-sur-Marne, ou Maisons-Alfort ont disparu au cours des années 1970. Les quatre MJC de Créteil (Club de Créteil, la Haye aux Moines, Mont-Mesly, et Village) sont organisées en union locale depuis 1984 et adhèrent également à la FRMJC Ile-de-France, avec celles de Bonneuil-sur-Marne, de Chevilly-Larue, de Limeil-Brevannes et de Nogent-sur-Marne. Il a

rappelé en guise de conclusion qu'aucune MJC ne s'est créée dans le département depuis vingt ans, et appelé de ses vœux une étude plus approfondie sur la création et la disparition de ces équipements sur le territoire.

¹ Siège des associations partenaires des Archives départementales du Val-de-Marne.

² Maître de conférences à l'Université François Rabelais de Tours et auteur de l'ouvrage Les MJC. De l'été des Blousons noirs à l'été des Minguettes (1959-1981).

Magali Girerd,
médiatrice du patrimoine aux Archives départementales du Val-de-Marne.



▲ Affiche de la MJC de Limeil-Brevannes (années 1990) copyright Archives départementales du Val-de-Marne

À la découverte des archives de Jacqueline et Raoul Dubois

Laurence Bourgade, archiviste aux Archives départementales du Val-de-Marne, a classé le fonds d'archives de Jacqueline et Raoul Dubois. Elle nous invite à découvrir le travail d'un couple de militants passionnés par le cinéma et la littérature de jeunesse.



▲ Raoul et Jacqueline Dubois

Si le fonds d'archives Raoul Dubois (561J) est arrivé aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2008 dans le cadre du Pajep, nous avons décidé, au terme du classement en 2012, de le rebaptiser « Jacqueline et Raoul Dubois, militants en cinéma et littérature pour la jeunesse » afin de rendre hommage au travail commun de ce couple engagé dans l'éducation populaire pendant plus de 50 ans.

Ces archives, représentant environ treize mètres linéaires et dont l'inventaire est accessible sur le site internet des Archives départementales du Val-de-Marne, reflètent les nombreux engagements de ce couple enseignant à Paris. Ils sont militants au Parti communiste français, dans des associations d'éducation populaire (notamment aux Francas) et s'investissent plus particulièrement dans le domaine du cinéma et de la littérature pour la jeunesse.

Après la Libération, la grande activité militante des Dubois est tournée vers le cinéma : dès 1947, ils créent avec Henri Wallon, Charles Dautricourt, Maurice Hiléro, le Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ) à partir du travail mené par Marie Lahy-Hollebecque, fondatrice de la revue *Ciné Jeunes* en 1935. L'association affiche dans ses statuts et son manifeste sa volonté de « créer pour la jeunesse française un cinéma à sa dimension en aidant notamment à la diffusion et à l'exploitation de ces films au moyen de projections, conférences, publications... ».

Les dossiers des Dubois sont d'autant plus importants qu'il ne subsiste plus d'archives de l'association. On y trouve quelques dossiers de fonctionnement, mais surtout une série de circulaires sur les activités de l'association de 1953 à 1973 et une collection complète de la revue *Ciné-jeunes* publiée entre 1951 et 1989.

La boîte 561J 13 contient par exemple un programme de la journée internationale du cinéma pour la jeunesse organisée par le CFCJ au festival de Cannes de 1947, une instruction de 1951 sur l'utilisation du matériel à destination des colonies de vacances, des listes de films 16 mm à diffuser, un programme de stage Cinéma et jeunesse datant de 1957, des invitations aux projections régulières des Bancs d'essai du film pour la jeunesse.

L'autre grande passion des Dubois est la littérature enfantine : ensemble, ils rédigent près de 20 000 fiches de lecture, signent des centaines d'articles entre 1951 et 2003, rassemblent une importante documentation et une bibliothèque.

Au sein des Francas Jacqueline et Raoul collaborent à la revue *Jeunes Années* dont Raoul a été directeur quelques années. Critiques de livres pour la jeunesse ils créent une *Année de lecture* (1965, 1981), puis *1 - 2 - 3 Lecture*. Ils militent également au Centre de recherche et d'information sur la littérature pour la jeunesse (CRILJ) en participant à une anthologie de la littérature jeunesse en 1998. Leurs archives illustrent toutes ces facettes : directeurs de publication, critiques littéraires et même auteurs (*Les Aventuriers de l'an 2000*, *Au soleil de 36*, *La Révolution racontée aux enfants*).

C'est aussi en tant que représentant des Francas que Raoul Dubois intervient à la Commission de contrôle et de surveillance des publications destinées à la jeunesse, dans le collège des organisations et mouvements de jeunesse, entre 1950 et 1988. Ses dossiers renferment de la correspondance témoignant des relations directes avec les éditeurs avant parution. Ces documents, déjà exploités par quelques chercheurs, sont une des rares sources privées sur le travail de la commission.

Enfin, des enregistrements audiovisuels en cours de numérisation, seront bientôt décrits et pourront être consultés en salle de lecture des Archives départementales du Val-de-Marne.

La mise à disposition des archives de Jacqueline et Raoul Dubois apporte un éclairage nouveau sur les archives des Francas (547J) qui comportent de nombreuses traces de l'engagement de Raoul Dubois dès le 1er stage national de 1944. Elle contribue plus globalement à enrichir les sources sur l'histoire des associations d'éducation populaire tout en mettant en lumière le travail d'un couple de militants passionné par le cinéma et la littérature de jeunesse.

Laurence Bourgade

WEB+ Pour consulter l'inventaire du fonds des Dubois, <http://archives.cg94.fr/consultation> voir la rubrique Liste des fonds -> Education culture et sports -> Archives privées de jeunesse et d'éducation populaire



◀ En tant que représentant des Francas, Raoul Dubois intervient à la Commission de contrôle et de surveillance des publications destinées à la jeunesse entre 1950 et 1988.

DU CÔTÉ DES ARCHIVES ...

Attention, transfert de fonds !

35 fonds d'archives du Pajep, soit 4 190 boîtes, ont été transférés des Archives départementales du Val-de-Marne au site de Pierrefitte des Archives nationales. Récit de cette opération réussie.



Vous vous en souvenez, les Archives nationales ont rejoint l'année dernière le Pajep, à l'occasion du renouvellement de la convention fondatrice de ce pôle. Elles se sont ainsi engagées à accueillir une partie des fonds d'archives, qu'il s'agisse de ceux déjà conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne ou des collectes à venir.

Cet engagement est désormais devenu réalité : en effet, les 19, 20 et 21 février derniers, trente-cinq fonds ont été transférés des Archives départementales du Val-de-Marne, à Créteil, jusqu'au site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales. Ce fut une opération d'envergure : 421 mètres linéaires de documents, soit 4 190 boîtes, ont rejoint¹ les nouveaux locaux des Archives nationales. Ce succès a été le fruit d'une collaboration efficace entre les équipes des deux services d'archives : le travail en amont du personnel des Archives départementales du Val-de-Marne a consisté à préparer, repérer, étiqueter, vérifier chaque carton qui devait être déménagé. En aval, les équipes des Archives nationales ont réceptionné, recoté et intégré chaque élément dans leur système informatique.

Les fonds d'importance nationale ou francilienne collectés par le Pajep sont donc désormais conservés dans deux institutions : les Archives départementales du Val-de-Marne et les Archives nationales. La répartition adoptée est la suivante : aux Archives départementales du Val-de-Marne continueront à être conservés les fonds d'associations et de militants plus directement axés sur la démocratisation des pratiques sociales et culturelles, les œuvres de vacances et les mouvements de jeunesse à proprement parler. Aux Archives nationales sont accueillis les fonds liés à l'éducation périscolaire, à l'instruction et à la formation, à l'aide à l'insertion sociale ainsi qu'à la recherche scientifique concernant l'éducation populaire.

Cette répartition pourrait sans doute être discutée encore et les catégories ainsi définies peuvent paraître artificielles, dans la mesure où le champ même de l'éducation populaire se prête mal

à une classification quelconque. Il fallait néanmoins mettre en place un principe de cet ordre, afin de faire partager les efforts du conseil général du Val-de-Marne avec une autre institution, et c'est donc ce partage qui a été adopté.

Pour les fonds transférés aux Archives nationales, nous œuvrons actuellement à la mise à jour des outils d'identification des archives du Pajep (guide des sources, liste des fonds), afin d'indiquer les nouvelles localisations ainsi que les nouvelles cotes, c'est-à-dire les nouvelles références de ces fonds. De même, nous travaillons, notamment grâce au concours d'un stagiaire issu du Master d'archivistique de Paris XIII-Villetaneuse², à la reprise et à la mise en ligne des instruments de recherche qui les accompagnent. Pour autant, ces fonds sont naturellement à nouveau disponibles à la communication, en salle de lecture des Archives nationales, et il est possible de procéder à leur réservation à partir du site Internet de cette institution ; leur indisponibilité, réduite au maximum, aura donc été particulièrement courte.

Près de deux mois après ce transfert, le premier bilan de cette opération est très positif : les Archives départementales du Val-de-Marne et les Archives nationales ont travaillé main dans la main pour mettre en place ce système inédit de conservation sur deux sites.

¹ Les opérations de prélèvement des cartons et de transport ont été réalisées par la société de déménagement JEP et financées par le conseil général du Val-de-Marne que nous remercions vivement.

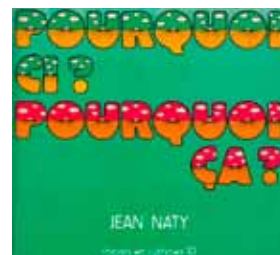
² Michele Coni, arrivé le 3 février 2014 aux Archives nationales, participe activement au travail de reprise des instruments de recherche des fonds du Pajep.

Emmanuelle Giry et Clothilde Roullier, archivistes aux Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine

WEB+ Pour consulter la liste des fonds d'archives voir [http://archives.cg94.fr/rubrique Pajep](http://archives.cg94.fr/rubrique/Pajep) -> Fonds d'archives

Les archives de Jean Naty-Boyer aux Archives départementales 94

En mars 2014, nous sommes allés chercher les archives de Jean Naty-Boyer, qui étaient conservées à Bordeaux chez une de ses filles, pour les faire entrer aux Archives départementales du Val-de-Marne (94).



Boris et Natacha, Brouillard, Caravelles, Là où je vais, Il était une fois et cætera, Cache-Cache, Le Petit Tambour du roi, Le Garçon de la montagne, Feu de bois... Que de chansons qui, depuis plus de trente ans, trottent dans la tête de générations d'enfants et d'adolescents ! Pour peu que l'on ait fréquenté les

centres de loisirs et de vacances ou un instituteur qui privilégiait le chant, on a toutes les chances d'avoir un jour interprété une mélodie signée Jean Naty-Boyer. Plus de 400 chansons !

Né en 1932 et décédé en 2013, Jean Naty-Boyer rencontre les Francas au début des années 1960, au moment du tournage de « *la Guerre des boutons* ». Les Francas, en dehors des heures de tournage, encadraient les enfants qui intervenaient dans cette réalisation. Yves Robert avait fait appel à Jean Boyer pour les faire chanter dans différentes scènes du film. Par la suite, Jean devient permanent de cette association et anime avec Roger Boquié la commission nationale « Activités musicales » et les stages nationaux. Il produit alors de nombreux chants, paroles et/ou musiques.

Les archives seront classées en 2015 et ne sont donc pas encore consultables mais nous pouvons déjà affirmer qu'elles renferment quelques très belles pépites : correspondance, enregistrements sous forme de disques, dvd et cassettes audio de Jean Naty-Boyer, photos, carnets de chants, etc.

Avec le fonds national des archives des Francas déposé aussi aux Archives départementales du Val-de-Marne, elles permettront de mieux comprendre et connaître ce militant d'éducation populaire qui a joué un rôle essentiel dans le secteur de la chanson pour enfants et adolescents depuis les années 1960.

Gaëtan Sourice, archiviste du Fonjep - Pajep

Les archives des clubs Unesco entrent aux Archives nationales

Marie-Claude Angot, vice-présidente honoraire de la Fédération française des clubs Unesco (FFCU), a suivi le classement des archives de la fédération et leur dépôt aux Archives nationales dans le cadre du Pajep. Elle invite les chercheurs à travailler sur l'histoire de ce mouvement de jeunes.

Saisir une opportunité et la mettre en œuvre, c'est ce qu'à pu réaliser la Fédération française des clubs Unesco (FFCU) en prenant contact avec le Pajep pour classer ses archives et surtout les déposer au nouveau siège des Archives nationales à Pierrefitte en Seine-Saint-Denis. Lorsque des élus de la FFCU ont décidé en 2010 qu'il serait nécessaire de classer les archives de l'association et de les mettre à la disposition du Pajep, il était alors question de les déposer aux Archives départementales du Val de Marne qui, depuis plusieurs années, était le dépositaire des archives du Pajep. Or, depuis février dernier, le transfert d'une partie de ces fonds aux Archives nationales du site de Pierrefitte, a été décidé. C'est ainsi que les archives de la FFCU ont bénéficié de ce changement. Autre privilège, celui d'avoir à la disposition des archives fédérales, une jeune archiviste chargée de terminer ce long travail de classement et de rangement, initialement entrepris par des élus de l'association.

Ainsi plus d'une centaine de cartons ont quitté les locaux de l'association, rue de Charenton dans le 12ème, pour le site de Pierrefitte. Toutes les armoires sont vides désormais, alors que s'y sont entassés si longtemps tous les dossiers évoquant les multiples activités des clubs Unesco. Le temps est donc venu de « travailler » sur tous ces dossiers, de les parcourir, les analy-

ser, les approfondir pour faire l'histoire de ce mouvement, témoigner de sa spécificité, en montrer la richesse et l'originalité. Notre souhait est que de jeunes chercheurs puissent s'y plonger et mesurer l'ampleur et l'attractivité de ce que furent les clubs Unesco pendant plusieurs décennies.

Les clubs Unesco ont été longtemps très présents dans l'École. Créés dès les années 1950, en étroite relation avec l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), ils se caractérisent par la réflexion qu'ils mènent sur les relations internationales, par les actions de coopération qu'ils réalisent, par leur volonté d'élargir les domaines d'intervention de l'éducation civique, leur volonté de développer l'éducation aux droits de l'Homme... Ils contribuent alors à l'introduction à l'École de « l'éducation au développement » qui se substitue à la seule notion d'« aide » ou de « sensibilisation » : échanges, voyages, contacts, partenariats deviennent les activités essentielles des quelques 200 clubs qui s'inscrivent dans les collèges et les lycées de tout le territoire, de l'Ile-de-France à l'Aquitaine, de la Bourgogne aux Pays de la Loire, de la région Provence-Alpes Côte d'Azur à la région Midi-Pyrénées, de l'Auvergne au Nord-Pas de Calais...

Les premiers clubs Unesco bénéficient de l'appui de Louis François, ancien résistant et déporté, inspecteur général de l'Éducation nationale et secrétaire général de la Commission de la République française pour l'Unesco. En 1963, l'importance et le succès des clubs impliquent la création de la FFCU, à la fois association complémentaire de l'enseignement public et association d'éducation populaire. Au fur et à mesure des années, la fédération confirme sa mission éducative et précise son lien avec le monde de l'École comme avec celui de l'Unesco dont elle fait siennes les valeurs de paix.

Dans les années 1980, sous la présidence d'André Zweyacker, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale (aujourd'hui président d'honneur), les clubs Unesco s'affirment comme une « école de démocratie ». Présents dans les collèges et les lycées, ils se sont aussi développés dans des centres culturels, des maisons des jeunes, des cercles de retraités, des milieux culturels et artistiques oeuvrant dans la cité. La fédération joue alors son rôle essentiel, celui d'établir des relations entre tous ces clubs pour constituer un facteur d'enrichissement réciproque. Comme dans de nombreuses associations d'éducation populaire, les actions de la fédération et des clubs reposent sur l'engagement individuel de chaque membre qui sont tous des animateurs bénévoles.

Or, si l'attractivité des clubs Unesco s'est confirmée jusqu'aux années 2000, le mouvement semble ressentir aujourd'hui une sorte d'essoufflement, comme du reste le mouvement associatif dans son ensemble. C'est pourquoi le regard du chercheur sur ces soixante décennies est primordial pour rappeler aux jeunes générations la spécificité d'un mouvement ancré dans l'éducation populaire et citoyenne, axée sur la compréhension de la complexité du monde et visant à promouvoir justice, dignité et équité.

Marie-Claude Angot

Les archives de l'association des anciens élèves de l'École des Roches, haut lieu de la pédagogie active, seront transférées d'ici les prochaines semaines aux Archives nationales - site de Pierrefitte. Dans le prochain numéro, nous vous en parlerons plus longuement.

VIE DE L'ADAJEP ET DE SES MEMBRES

Gironde : journée Archives et Mémoires de l'éducation populaire

Le 8 avril, une journée sur la conservation des archives des associations était organisée à Bordeaux. Présentation par Alcine Salangros, membre du bureau de l'Adajep et co-organisateur de cette manifestation.

Plus de cent vingt personnes se sont données rendez-vous le 8 avril 2014, à Bordeaux, aux Archives départementales, répondant ainsi à l'invitation du Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Crajep) en Aquitaine. Cette journée était organisée avec le soutien des Archives départementales, du conseil général de la Gironde et de différents partenaires notamment la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), le conseil régional et la participation active de l'Adajep en collaboration avec le Pajep. Après différentes journées de sensibilisation dans les départements de l'Aquitaine, la Gironde a pris à bras le corps l'organisation de cette rencontre. Dans le courant des années 2012-2013, le Crajep a réuni une dizaine de fois le comité de pilotage préparatoire à cette journée auquel nombre d'associations ont participé. L'Adajep a été présente lors de ces réunions. Nous pouvons signaler l'engagement fort de Jean-Marie Cabanas, chargé de la vie associative à la DRJSCS, qui nous a fait profiter de ses connaissances territoriales et humaines du secteur associatif dans cette région.

Cette journée de sensibilisation s'est tenue dans les nouveaux locaux des Archives départementales installés dans des anciens chais. Dans le hall de ce bâtiment, qui conjugue l'ancien et le moderne, étaient installés stands, expositions, tables de documentation tenus par les adhérents et militants des associations.



L'accueil fut particulièrement dynamique, de nombreux jeunes animant les stands. Cela nous a permis, d'entrée de jeu, de nous plonger dans la vitalité du mouvement associatif en Aquitaine et particulièrement en Gironde.

Après le traditionnel café, l'intervention du représentant du conseil général a débuté la journée. Il a salué l'assistance et rappelé l'engagement du département dans les actions que mènent les différents mouvements d'éducation populaire. Agnès Vatican, directrice des Archives départementales de la Gironde, a salué à son tour l'auditoire et rappelé le rôle et les actions que mènent les archives.

De nombreuses interventions ont animé cette journée, nous pouvons signaler dans la matinée celle du Comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports présenté par Denise Barriolade, ancienne inspectrice principale de la jeunesse et des sports, ainsi que celle de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) qui a pour la première fois participé à l'une de nos journées. Yvon Bastide, président de l'Association pour l'histoire du scoutisme laïque, après un exposé remarqué, a rappelé quelques petits conseils de conservation qu'il est bon d'appliquer, comme par exemple ne pas oublier de légendier les photos. L'après-midi ne fut pas moins riche, les témoignages concernant les Maisons de jeunes et de la culture ont fait revivre des moments forts. Ce fut également le cas pour la présentation des Francas sur l'évolution du projet associatif et des engagements militants qui a permis des échanges avec la salle. C'est un public averti qui a interrogé les différents intervenants, amenant compléments ou récit d'expériences. Il y eu aussi des demandes de précisions sur le vécu d'associations mal connues par certains. L'impression de jeunes, observateurs et témoins de la journée, a apporté un plus. Avant la visite des Archives, les conclusions de la journée ont été présentées par Jean-Pierre Augustin, professeur émérite des Universités.

Cette journée fut riche et encourageante pour nos actions futures. Il nous reste, en Aquitaine, à mettre en place une manifestation dans le Lot-et-Garonne et les cinq départements de cette région auront bénéficié d'une journée de sensibilisation. Alors l'Adajep aura permis aux associations de cette région d'avoir le maximum d'information sur la conservation de leurs archives et de pérenniser la connaissance de leur histoire. Un appel a été également fait pour qu'un correspondant départemental de l'Adajep continue l'action entreprise et soit, au plus prêt, l'interlocuteur des associations.

Alcine Salangros

Du cinquantième des Francas des Landes au dépôt de leurs archives

En 2009, les Francas des Landes fêtent leurs 50 ans. Maurice Testemale préside l'association à cette date. Il raconte comment la fête d'anniversaire a motivé des militants pour déposer les archives... cinq ans plus tard.

En 1959, l'association des Francs et franchises camarades landais est créée. En 2009, les Francas veulent fêter leurs 50 ans. Parmi les manifestations, la fête du mois d'avril 2009, à Dax, rassemble de nombreux militants et invités. Nous voulions illustrer le chemin parcouru : panneaux d'exposition, diaporamas... Il a donc fallu vider armoires et cartons, trier, restaurer, valoriser. Plusieurs séances ont mobilisé

les salariés et des administrateurs. Lors de mon discours du jour de fête, j'ai tenté de convaincre qu'il était de notre responsabilité de mieux conserver pour préserver ce patrimoine qui, au-delà des histoires des Francas, participait de l'histoire de l'éducation populaire dans les Landes.

J'avais participé à une journée du Pajep et je connaissais les journées de sensibilisation organisées à l'initiative de l'Adajep en Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques. J'ai évoqué l'engagement que nous pourrions prendre pour une démarche vers le dépôt des archives. Simple propos de tribune ?

En 2010, nous nous hâtons lentement mais un an plus tard le conseil général propose de mettre en valeur l'éducation populaire dans les Landes. Cinq fédérations, la DDCSPP, les Archives départementales et l'Adajep préparent un cycle de conférences clôturé par la journée « Histoire(s) en Mouvement(s) » du 27 octobre 2012. J'y présente les enseignements de notre projet. (cf. L'Adajep Infos n°10). Parallèlement, le service des Archives travaillait avec les fédérations pour une préparation technique vers un dépôt. En 2013, le conseil général conventionne avec les Francas pour animer une démarche « archives » dans le réseau de leurs adhérents associatifs. Une première journée de formation se déroule fin 2013.

Le 7 avril 2014 les boîtes rejoignent les Archives cinq ans après la fête, à la veille des 55 ans. Et les Francas des Landes adhèrent à l'Adajep.

Maurice Testemale



▲ Bulletin n°2 de liaison des patronages laïques des Landes

Assemblée générale 2014 de l'Adajep

Le 19 mai, l'assemblée générale 2014 de l'Adajep s'est tenue à Paris, dans les locaux qui hébergent les sièges nationaux du Cnajep¹, des Francas et de l'Anacej². Le rapport d'activité y a été présenté avec ses événements notables de l'année 2013. Une nouvelle journée de sensibilisation des associations à la conservation de leurs archives, cette fois-ci en Champagne-Ardenne, s'était tenue en février et une autre s'était préparée durant l'année en Gironde pour se dérouler début 2014. Fin novembre 2013, nous avons fêté, avec l'ensemble des membres du Pajep, l'entrée des Archives nationales dans ce partenariat, dans leur site de Pierrefitte-sur-Seine. Cette manifestation avait remporté un grand succès. Plus de 200 personnes ont pu découvrir ou redécouvrir le Pajep et prendre conscience de l'ampleur du travail réalisé depuis sa création en 1999 : plus de 70 fonds d'archives provenant d'associations nationales, d'associations d'Ile-de-France, de militants, conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne, avec la possibilité maintenant de doubler ce nombre grâce à l'espace Pajep au sein du site de Pierrefitte des Archives nationales.

Le rapport financier 2013 a lui aussi été présenté, il fait apparaître une subvention du ministère chargé de la Jeunesse qui a permis le déroulement de la manifestation à Pierrefitte et la publication des deux bulletins annuels de l'Adajep Infos. Le nombre d'adhérents est stable à la fin de l'année 2013 : 58 adhérents. Nous comptons 29 associations, dont 24 d'envergure nationale, et 29 adhérents individuels.

Après l'adoption à l'unanimité des deux rapports, l'assemblée générale a débattu du besoin de notre association de pouvoir compter sur l'investissement de davantage de militants et d'associations pour son développement.

¹ Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

² Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes.

Évelyne Coggiola-Tamzali, présidente de l'Adajep

Histoire de l'éducation scientifique

À la suite de l'assemblée générale de l'Adajep, le 19 mai, deux conférences étaient organisées.

Claude Bourquard, chargé de mission à la Fédération régionale des Maisons de jeunes et de la culture (MJC) d'Ile-de-France, est intervenu sur l'histoire de l'éducation scientifique au sein du mouvement des MJC. Comme d'autres associations de jeunesse, les MJC ont été confrontées à deux courants de conception de l'éducation aux sciences : permettre à la société de s'adapter ou être un outil de transformation de la société.

Jean-Claude Guiraudon, président du Collectif interassociatif pour la réalisation d'activités scientifiques et techniques internationales (Cirasti), a présenté les moments forts de collaboration entre les associations d'éducation populaire spécialisées en sciences et techniques et les mouvements d'éducation populaire généralistes, des années 1960 à 2010.

Leurs interventions ont été enregistrées et sont disponibles aux Archives départementales du Val-de-Marne.

POUR RECEVOIR L'ADAJEP INFOS PAR MAIL



Vous avez la possibilité de recevoir l'Adajep infos en PDF par mail, ainsi que d'autres informations de l'Adajep et du Pajep, en envoyant vos coordonnées (nom, prénom, structure, adresse postale, mail) à l'adresse suivante :
souricepajep@hotmail.com

L'ADAJEP



Créée en 1998, l'Adajep regroupe les associations, les militants et les personnes qui ont déposé ou fait déposer des archives au Pôle des archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (Pajep) pour leur permettre de participer à leur gestion et leur exploitation. L'Adajep participe au comité scientifique du Pajep pour l'animation du fonds d'archives : colloques, journée d'études... Elle sensibilise tous les acteurs de la jeunesse et de l'éducation populaire à la sauvegarde de leurs archives, du niveau local au niveau national.

Au 20.06.2014, l'Adajep comptait 68 adhérents, dont 29 associations (24 d'envergure nationale), et 39 adhérents individuels.

Contact :

Evelyne Coggiola-Tamzali, présidente de l'Adajep
Adajep c/o La JPA - 21 rue d'Artois - 75008 Paris
Tél.: 01 44 95 81 20 - Mèl: e.coggiola@jpa.asso.fr

LE PAJEP



Le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep) accompagne les associations nationales dans le dépôt de leurs fonds aux Archives départementales et aux Archives nationales, et incite celles qui ont un rayonnement local à s'adresser aux Archives départementales ou municipales. Afin que ce patrimoine soit vivant et accessible à tous, le Pajep organise des expositions, des journées d'études, des colloques... Il rassemble six partenaires soucieux de sauvegarder, classer et valoriser les archives du secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire : le ministère chargé de la Jeunesse et de l'éducation populaire avec le concours du Fonjep, le ministère chargé de la Culture, le conseil général du Val-de-Marne, les Archives nationales, les Archives du monde du travail et l'Adajep.

Pour confier des archives ou signaler l'existence de fonds, contacter Gaëtan Sourice :

Tél. : 01 43 13 10 30 ou 06 80 48 07 29

Mèl : souricepajep@hotmail.com

Retour sur...

deux ouvrages publiés par le Pajep

★ Réformer l'école - L'apport de l'Éducation nouvelle (1930-1970)



Ce livre, publié en 2012, s'intéresse à une période cruciale, entre les années 1930, où démocratisation de l'école et rénovation des méthodes semblent aller de pair, et la fin des années 1960, quand cette évidence semble se dissoudre. Revisitant les grands moments de cette histoire avec l'avènement des loisirs dirigés, des classes d'orientation, de la formation des moniteurs de colonie de vacances sous le Front populaire, il étudie également l'apport des Cahiers pédagogiques,

de la Ligue de l'enseignement, des Ceméa, des Francs et Franches camarades à la Libération. Cet ouvrage fait suite à un colloque organisé par le Pajep avec le concours du musée de la Résistance nationale.

Ouvrage publié aux Presses universitaires de Grenoble et coordonné par Laurent Gutierrez, Laurent Besse et Antoine Prost.

★ Cadres de jeunesse et d'éducation populaire : 1918-1971

Cet ouvrage, publié en 2010, retrace l'histoire des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire à travers leurs responsables, leur recrutement, leur formation et leur carrière. Est ainsi brossé – notamment à travers de nombreux témoignages – le portrait du cadre, personnage central, tour à tour membre d'une association, meneur d'hommes, instructeur de stage, directeur d'équipement, gestionnaire de locaux et promoteur d'activités, à la fois bénévole, militant et professionnel. Fruit d'un colloque organisé par le Pajep, l'ouvrage montre l'évolution de ces responsables, depuis les premiers stages organisés aux lendemains de la première guerre mondiale, jusqu'au Capase (certificat d'aptitude) et la loi de 1971 sur la formation professionnelle.



Ouvrage publié à la Documentation française et coordonné par Françoise Tétard, Denise Barriolade, Valérie Brousselle et Jean-Paul Egret.

AGENDA



- 7 octobre 2014: Comité scientifique du Pajep

- du 3 au 5 décembre 2014 :

Colloque Pajep « Architecture et éducation populaire depuis 1930 »